

PT

Pour la suppression de la représentation parlementaire de l'émigration

Le Parti des travailleurs plaide pour la suppression de la représentation parlementaire de notre communauté nationale établie aux quatre coins du monde.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le PT n'a pas présenté de listes électorales dans les quatre circonscriptions électorales représentant notre communauté nationale établie à l'étranger en vue des élections législatives du 4 mai prochain. Un fait loin de relever d'un quelconque oubli ou d'une incapacité à présenter des candidats, mais plutôt d'un choix politique réfléchi.

Louisa Hanoune qui s'exprimait, hier, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire du bureau politique du parti a estimé que cette représentation de notre diaspora au sein de la Chambre basse du Parlement souffrait de carence du cadre juridique, la qualifiant, dans la foulée, de «tromperie», voire d'«arnaque» et de «mirage».

Et de préciser que le PT dispose de beaucoup de militants et de sympathisants parmi notre émigration et qui sont impliqués dans les partis et autres organisations ouvrières, notamment en France et en Belgique. Et à la secrétaire générale du PT de s'étaler sur l'opération de confection des listes électorales du parti, au nombre de 42. Une opération dans le cadre de laquelle



Louisa Hanoune dénonce les dérapages et les trafics en tout genre.

le parti était contraint, article 94 du nouveau code électoral oblige, à effectuer l'opération de collecte des 250 signatures d'électeurs pour chaque siège de député à pourvoir au niveau de 18 wilayas du pays.

Une «campagne militante propre et claire, pas clandestine»

qu'elle avoue «difficile» sur un terrain «saturé» avec nombre de listes indépendantes et de ces partis «nébuleuses» au vu de nombre de paramètres qu'elle regrette et dénonce. Dont notamment l'intrusion dans l'opération de l'argent avec le fléau de la vente des signatures des élec-

teurs à laquelle se sont adonnés notamment les jeunes et même des cadres et autres universitaires en détresse sociale en vue d'arrondir leurs fins du mois. Des «dérapages» et des «trafics en tous genres» que Hanoune dit avoir recensés dans toutes les wilayas du pays et dont elle tire la sonnette d'alarme. Et à la patronne du PT de s'interroger : «Qui est responsable de ces dérapages ?», mettant ce fléau sur le compte des «morales sociale et politique sérieusement entamées par la déchéance sociale» induite par les options économiques du gouvernement de ces dernières années.

Cela dit, et en dépit de toutes ces difficultés, les militants du PT ont pu mener cette opération à contre-courant de la décomposition morale, ratant à la toute dernière minute quatre wilayas et n'ayant, cependant, pas pu collecter le nombre requis des signatures des électeurs au niveau de deux wilayas.

La secrétaire générale du PT relève, par ailleurs, la parité hommes-femmes qui caractérise les 42 listes électorales du parti. Des listes dont 95% des membres sont des diplômés universitaires et surtout, des militants», car, précise-t-elle, la porte a été fermée notamment devant ces «opportunistes» qui papillonnent d'un parti à un autre le temps d'une élection.

M. K.

CONTESTATIONS DES LISTES ÉLECTORALES DU FFS

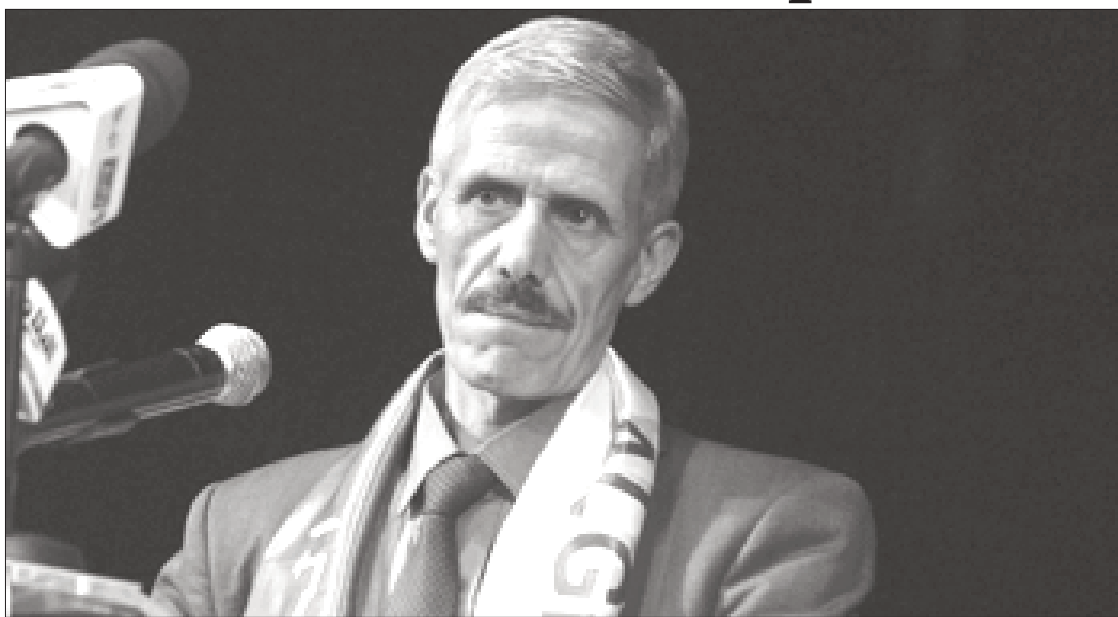
Bouchafa minimise l'impact

Abdelmalek Bouchafa, Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), a minimisé la portée des protestations qui ont fait suite à la confection des listes électorales en prévision des législatives du 4 mai prochain.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'était hier peu avant l'ouverture au siège national du parti de la session extraordinaire du conseil national.

«Concernant les recours, nous avons enregistré un taux de recours de 2,37%», a-t-il fait savoir, qualifiant les informations faisant état de contestations des listes électorales du parti, de «pure affabulation», tout en inscrivant ces «rumeurs» dans le registre des tentatives de déstabilisation du parti dans «son unité, son programme et son expansion», et cela à la veille de ce scrutin.

«La direction nationale a ouvert les portes des candidatures à l'ensemble des cadres locaux du parti et à la société



Le parti de Abdelmalek Bouchafa plaide pour le consensus national.

civile», souligne Abdelmalek Bouchafa qui accuse «une mafia administrative et financière» appuyée par une administration partielle, de mettre des bâtons dans les roues du parti et de freiner la progression du parti.

A cet effet, le FFS, qui sera présent avec 35 listes électorales dont 3 circonscriptions de l'étranger, aurait pu aller loin et asseoir

sa présence dans d'autres wilayas, à l'instar de celles situées au sud du pays, selon Bouchafa qui dénonce l'indifférence de l'administration.

Lors de la campagne électorale, Bouchafa indique que le discours du FFS s'articulera autour de la reconstruction du «consensus national». Des informations venant des bases du parti ont fait

état d'une «vague» de recours au FFS de la part de militants mécontents des listes confectionnées au niveau de certaines wilayas, à l'instar de Tizi-Ouzou et de Boumerdès.

Des militants vont même jusqu'à menacer de ne pas faire campagne ou carrément de faire contre-campagne.

Y. D.

EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES

Des programmes bientôt mis en place

Le ministère de l'Agriculture s'attelle à préparer plusieurs programmes d'exportation de produits agricoles.

Après la chute du prix du baril du pétrole, l'Algérie essaye de diversifier ses exportations hors hydrocarbures. L'agriculture compte parmi les secteurs les plus indiqués. Plusieurs programmes d'exportation de produits agricoles sont ainsi en «phase d'élaboration» au ministère de l'Agriculture.

L'annonce a été faite jeudi dernier, en marge de la rencontre régionale sur la fertilisation et le désherbage des céréales tenue à Constantine, par le directeur central chargé de la régulation et du développement de la production au ministère de l'Agriculture. Une exportation qui a concerné, par le passé, le surplus de la production agricole.

Selon Cherif Oumari, cité par l'APS, le travail est en cours, en concertation avec les acteurs concernés, pour renforcer la logistique, mettre en place des facilitations et assurer la conformité aux normes notamment «en conditionnement».

Evoquant la qualité du produit agricole national, il a justement assuré que son département s'attelle à donner «des labels enregistrés aux produits nationaux» notamment la fraise, les dattes et l'huile d'olive et bien d'autres produits à l'avenir.

Toutefois, le même responsable n'omet pas de souligner les «dysfonctionnements» qui entravent le système de distribution ainsi que les pratiques spéculatives qui sévissent, à l'origine du «renchérissement des prix des produits agricoles», dit-il. Il a ainsi appelé les producteurs à s'organiser et à agir en concertation avec les pouvoirs publics pour réguler «le maillon de la distribution» et éviter la flambée des prix.

Le directeur central chargé de la régulation et du développement de la production au ministère de l'Agriculture a évoqué l'évolution de la production nationale de certains produits tels que les dattes Deglet Nour dont la toute dernière récolte s'élève à 500 000 tonnes et la pomme dont la production a atteint 500 000 tonnes essentiellement obtenue à Ichemoul et à Arris dans la wilaya de Batna et à Bouhama dans la wilaya de Khenchela.

En guise d'anticipation pour la concrétisation des programmes d'exportation de produits agricoles, 3,5 millions d'hectares ont été réservés à la céréaliculture durant la saison agricole 2016-2017, dont 46% pour le blé dur, 37% pour l'orge et 15% pour le blé tendre.

Synthèse Ry. N.